

Elle s'était inscrite sur la liste du MR à Liège aux dernières communales « pour rendre service » . Diana Nikolic, Liégeoise d'origine serbo-croate, 28 ans à l'époque, s'est retrouvée conseillère communale dans l'opposition. Elle était alors employée au MR, après avoir suivi des études de sciences politiques. Mais pas question de mettre tous ses œufs dans le même panier : le résultat du scrutin l'a poussée à quitter son travail pour un autre, dans le privé. « Au départ, je ne voulais pas avoir de rôle public. J'ai tout de même accepté d'être sur la liste, et j'ai fait campagne car c'est dans mon tempérament. Liège, c'est ma ville, je la connais, j'y suis attachée. »

Par sa formation et son expérience professionnelle, Diana connaissait les rouages politiques. « Un peu moins au niveau communal, mais on apprend vite. Se plonger dans les dossiers qu'on ne maîtrise pas, par contre, cela prend beaucoup de temps. J'étais la plus jeune du conseil communal, j'ai aussi dû me faire une place. » En commençant par travailler sur des petits sujets, « pour gagner en crédibilité », les gros dossiers étant plus délicats.

« Et puis, j'étais impressionnée ! J'étais face au bourgmestre ! J'ai d'ailleurs ressenti à l'époque que les membres du collège étaient très fermés. Quand je prenais la parole, ils lisaient le journal ou n'écoutaient pas. Mais depuis deux ans, nous avons un véritable échange démocratique. J'ai aussi appris à porter mes dossiers, à arrondir les angles. »

Depuis l'opposition, Diana Nikolic a pu s'impliquer comme elle l'entendait. « C'est plus enrichissant pour un jeune conseiller. On n'est pas bridé, on peut intervenir sur tout. Les interventions de la majorité sont plus rares et plus convenues. Bien sûr, ils ont peut-être des facilités à faire aboutir des projets. Mais en étant constructif, on peut aussi se faire entendre. Je suis portée par l'envie de faire bouger les choses, d'améliorer la ville et la vie des gens. »

En plus d'assister au conseil, les élus doivent étudier les dossiers, suivre des réunions de préparation et des commissions. Ils sont également tenus d'honorer leurs mandats dans les intercommunales et les ASBL. « Il y a des périodes plus intenses que d'autres, mais je dirais que je consacre deux ou trois soirs par semaine à la politique. »

Diana a fini par quitter son emploi à Bruxelles pour travailler à Liège, car « cela devenait ingérable de tout concilier ». Son engagement a un coût aussi. « La politique me coûte plus qu'elle ne me rapporte. J'ai fait des choix professionnels qui ont eu un impact financier. Faire campagne, c'est un budget. On touche un jeton de présence pour les conseils, mais on y reste parfois jusqu'à 2 h du matin, sans manger. Et les autres mandats ne sont souvent pas rémunérés. J'ai choisi de consacrer du temps à mon activité politique, mais c'est au détriment du reste. Mes filles restent ma priorité, mais mon mari paie aussi de sa personne. » Elle se présente quand même une nouvelle fois .

ANNE-CATHERINE DE BAST

Copyright © 2012 Rossel & Cie. Tous droits réservés